

Recherches sociographiques



Michel MORISSET, *L'agriculture familiale au Québec*

Oleg Stanek

Volume 29, Number 2-3, 1988

Le monde rural

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056380ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056380ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Stanek, O. (1988). Review of [Michel MORISSET, *L'agriculture familiale au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 461–467.

<https://doi.org/10.7202/056380ar>

COMPTES RENDUS

Michel MORISSET, *L'agriculture familiale au Québec*, Paris, L'Harmattan, 1987, 206p.

Abrégé d'une thèse de doctorat beaucoup plus documentée,¹ le livre de Michel Morisset est tout d'abord destiné au grand public : sacrifiant le souci du détail à une perspective globale, il s'attache avant tout à tracer les grandes lignes du développement de l'agriculture familiale au Québec. Ceci explique sans doute l'usage parfois métaphorique des concepts marxistes. Mais contrairement à certains autres commentateurs marxistes, Morisset ne se contente pas de l'exégèse de quelques livres sacrés : il élabore son interprétation pas à pas en s'efforçant de reconstituer, sur la base de sources variées, la trame dynamique des transformations de l'agriculture familiale. Le problème de fond est certes ancien : quel est l'avenir de cette forme d'organisation socio-économique dans une société dominée par le mode de production capitaliste ? La réponse classique de Marx est bien connue : malgré le retard éventuel, imputable dans certains pays à l'alliance de la petite propriété paysanne avec la bourgeoisie, la ferme familiale subira le même destin que toute autre forme de la production marchande simple. Le capital investira l'agriculture, y révolutionnera les méthodes productives et, à terme, la seule spécificité de ce secteur se réduira à la rente foncière, reliquat des origines « précapitalistes » de la propriété foncière.

L'issue de ce processus étant continuellement ajournée, un débat s'est ensuivi d'une intensité passionnelle inversement proportionnelle au poids social, économique et politique du secteur agricole, pour presque s'éteindre il y a quelques années sans avoir apporté une solution définitive au problème. Bien que ce débat sous-tende implicitement son raisonnement, l'auteur n'essaie aucunement de plaquer à la réalité québécoise quelque schéma explicatif élaboré dans d'autres conditions sociales. L'agriculteur n'est ni un petit bourgeois se cramponnant désespérément à la propriété et essayant de faire échec, par son obstination rétrograde, aux lois inéluctables de l'histoire, ni un prolétaire-travailleur à domicile asservi par l'industrie agro-alimentaire (à la Claude Faure) ; il n'est pas non plus phagocyté avec sa « spécificité » (à la Claude Servolin) par un système économique qui lui serait foncièrement étranger. C'est une voie québécoise vers le capitalisme que Morisset essaie de retracer sans aucune prétention à l'universalité. Sa démarche implique certes un

1. Michel MORISSET, *Agriculture familiale ou capitaliste au Québec au XX^e siècle ?*, thèse de doctorat d'État, Université de Paris VIII, avril 1982.

certain retour à l'orthodoxie léniniste, sans pour autant en être le poncif servile : les germes du capitalisme ne s'installent pas immédiatement avec la généralisation des relations marchandes, ils sont plutôt le résultat d'un long processus ponctué de plusieurs mutations qualitatives.

L'histoire de l'agriculture familiale au Québec est scandée par trois temps distincts. Tout d'abord l'agriculture « traditionnelle » ou « domestique », caractérisée par l'autarcie presque complète des fermes incapables d'augmenter leurs faibles surplus commercialisables. Issue de « l'agriculture familiale des seigneuries qui lui était similaire à bien des égards, même si elle s'articulait et s'opposait [?] à une société précapitaliste et à une classe de seigneurs » (p. 42), elle « domine totalement le monde agricole québécois jusque vers 1914 » (p. 182). Bien que la Première Guerre mondiale ait donné lieu à l'émergence d'une couche d'agriculteurs marchands, la ferme traditionnelle demeure dominante jusqu'en 1939 avant d'être graduellement remplacée par l'agriculture marchande diversifiée. Après 1966, c'est finalement l'agriculture marchande spécialisée qui occupera la position clé. La partie de l'ouvrage décrivant les dernières phases de cette évolution est sans doute la plus intéressante : la forme narrative du livre (personnifier les relations sociales pour en faire des acteurs sociaux), tout en n'étant pas dépourvue de dangers, crée une tension dramatique qui a donné vie à l'exposé parfois aride des données statistiques.

L'argumentation de Morisset soulève certes quelques interrogations. Tout d'abord, quelle est la signification de l'épisode « capitaliste », séparant l'agriculture familiale de celle des seigneuries, illustré par l'exemple fort particulier de Philémon Wright ? Bien que ce dernier s'essaie dans la culture commerciale du chanvre, il ne faut pas oublier qu'il est aussi entrepreneur en colonisation et, surtout, marchand de bois, et qu'il utilise sa ferme avant tout, à l'instar d'autres « barons du bois », pour approvisionner ses chantiers trop éloignés. Il semble donc que ce ne sont pas les conditions économiques générales qui auraient faciliter l'émergence d'une classe de capitalistes agraires, mais plutôt les contraintes passagères liées au site de quelques entreprises forestières.

L'agriculture traditionnelle, issue de la crise agricole du début du XIX^e siècle, est décrite comme réfractaire à toute modernisation et ne destinant au marché que de faibles surplus. Image sans doute trop sommaire : la crise agricole, surtout comme crise générale de modèle culturel qui rendrait l'habitant inapte à maîtriser les conditions économiques et écologiques de son existence, a été remise en question en particulier par J.-P. Wallot et G. Paquet. Serge Courville, en rendant visible une organisation de l'espace agricole suivant le modèle de J.-H. von Thünen, suggère que la stratégie des exploitants familiaux est déjà fortement orientée par le marché dès le début du XIX^e siècle. L'ajustement rapide et souple aux débouchés ouverts par le traité de réciprocité, partout où les conditions du transport le permettaient, la réorientation vers l'industrie laitière ensuite, témoignent d'une sensibilité aux incitations du marché difficilement compatible avec l'image d'une agriculture passive, cramponnée à une production principalement autarcique. Il s'agit d'ailleurs non seulement d'une réponse aux marchés urbains, mais aussi, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, d'une recherche active d'un créneau de spécialisation internationale. L'agriculture « traditionnelle » apparaît donc bien moins homogène que Morisset ne le laisse entendre. Qui plus est, ce terme semble recouvrir en grande partie une réalité beaucoup plus complexe : la progression du peuplement dans les espaces ouverts à la colonisation depuis le milieu du XIX^e siècle ne se traduit pas par l'émergence d'un paysannat replié sur la ferme, mais par la création d'une organisation économique

« pluriactive » où l'unité familiale allie aux activités agricoles les revenus des chantiers, de l'exploitation licite et illicite du bois des lots de colonisation, du travail dans les scieries et sur la voirie, etc. Il ne s'agit donc pas d'un simple avatar de l'économie « naturelle », comme le concept d'agriculture « domestique » le laisse entendre, mais d'une des composantes d'un système *sui generis* qui n'est aucunement à l'abri de l'économie de marché. Hypostasier une dimension de ce système — l'agriculture domestique — et l'opposer ensuite comme un personnage à l'agriculture « marchande », conduit à des interprétations fort discutables². Ainsi l'auteur présente-t-il le mouvement de colonisation, jusqu'en 1910, comme la réponse donnée par l'agriculture traditionnelle à la demande des marchés urbains. Ce n'est pas seulement la prétendue passivité de la ferme familiale d'alors qui rend cette explication douteuse, c'est aussi le fait que les marchés urbains ne sont guère limités à la « marchandise agricole » québécoise : dès le XIX^e siècle, la concurrence des autres provinces, voire des États-Unis, y est vive, et lui faire face impose aux agriculteurs des stratégies actives. Le mouvement de colonisation peut donc difficilement se comprendre comme résultant de la pression pour fournir le « capital et le prolétariat en marchandise agricole » : portée par une dynamique autonome du monde rural, s'appuyant sur le déploiement de l'exploitation forestière, et encadrée par les intérêts politiques et idéologiques puissants, la colonisation ne débouche sur l'agriculture spécialisée que dans des îlots nettement délimités. Morisset semble d'ailleurs sous-estimer les difficultés intrinsèques de ce processus (dans les circonstances favorables, défricher une ferme viable nécessite environ dix ans de lourd labeur et de privations), affirmant que « les fermes pouvaient se multiplier facilement » et qu'« on pouvait coloniser sans argent » (p. 19).

Si la Première Guerre mondiale marque bien un changement dans la dynamique de la colonisation, il me semble tout aussi partiel de la réduire au « renvoi vers la terre des masses laborieuses pour qu'elles diminuent la pression sur le système capitaliste et l'État et qu'elles assurent par elles-mêmes leur survie » (p. 40) : le plan Gordon, évoqué par Morisset à l'appui de cette thèse, fut un échec retentissant. Boudé par les municipalités et vertement critiqué par les missionnaires-colonisateurs, son effet sur le mouvement fut minime. Jusqu'au plan Vautrin d'ailleurs, le gouvernement Taschereau ne privilégie nullement la colonisation, surtout pas comme mode de gestion du chômage : à cause de l'opposition d'une partie du « système capitaliste » (les compagnies forestières), mais aussi parce qu'il ne se fait aucune illusion quant à la capacité des « masses laborieuses » d'assurer « par elles-mêmes leur survie ». Non seulement la colonisation implique-t-elle des dépenses d'infrastructure et d'établissement considérables, mais les colons vivent, au même titre que les chômeurs urbains, des secours directs (dont le gouvernement doit, de surcroît, assumer la part municipale).

Cette manière de concevoir « l'agriculture traditionnelle » conduit l'auteur à donner de l'action du clergé une image presque caricaturale : « le progrès et le développement des forces productives étaient déconsidérés et rejetés comme élément déstabilisateur de l'ordre divin établi » (p. 182). C'est oublier les efforts du clergé pour moderniser l'exploitation agricole, pour propager les nouvelles méthodes de culture et d'élevage. S'il

2. La dissolution du système agroforestier, intervenue au cours des années cinquante dans un contexte de contrainte à l'investissement intensif sur les fermes familiales, explique la disparition accélérée de l'agriculture « traditionnelle » sans faire appel à la « lutte finale » (p. 117) où elle serait vaincue par l'agriculture « marchande ».

est vrai que dans ce domaine la compétence des prêtres n'a pas toujours été à la hauteur de leur zèle, il n'en reste pas moins que c'est le clergé qui met sur pied les éléments de l'enseignement agricole, qui assure la logistique des tournées des propagandistes des nouvelles méthodes de production, qui s'évertue à briser les « pratiques routinières des habitants » ; depuis le début du XX^e siècle, l'Église constitue également, en concurrence avec l'État, son propre groupe de prêtres-agronomes. Les missionnaires saluent avec fierté l'apparition des « innovations les plus modernes » dans les colonies, l'électrification, le téléphone, etc., et sont souvent à l'origine des coopératives qui les implantent. Ils luttent pour l'extension du réseau ferroviaire, pour l'amélioration des voies de communication, pour l'implantation des industries en milieu rural. Si une partie de ces efforts est condamnée à la stérilité, c'est parce que la référence du clergé – comme celle de la plupart des agronomes – demeure l'agriculture intensive européenne : l'engouement de l'habitant pour la machinerie moderne, au détriment des perfectionnements des systèmes de culture et d'élevage, sera perçu comme le signe d'un manque de maturité, plutôt que comme la réponse normale aux conditions économiques et sociales de son métier.

Faisant sommairement de l'agriculture traditionnelle la base sociale de l'Église et, du mouvement coopératif, l'organisation typique de l'agriculture marchande, Morisset doit effacer toute l'action cléricale dans le domaine coopératif, non seulement essentielle depuis le début du siècle, mais constituant une des pierres angulaires de la doctrine sociale catholique. Si bien que le père G.-H. Lévesque lui apparaît, en 1938, comme « réformateur en avance sur l'Église de son temps » (p. 78). Il est donc presque paradoxal que l'auteur tienne la propagande de l'Église, après cette année-là, pour la seule responsable des percées du mouvement coopératif, comme si ses échecs antérieurs et sa montée subséquente ne dépendaient pas d'autres facteurs économiques et sociaux, bien plus déterminants. Il est tout aussi étonnant de le voir attribuer à l'Église une opposition radicale à l'agriculture marchande, présumément coupable de provoquer « l'exode rural, la dénatalité, l'instabilité de la famille rurale et bien d'autres maux » (p. 112). En fait, ouvrir des débouchés commerciaux à la production des fermes était la seule manière de libérer les cultivateurs de l'« esclavage des chantiers », le véritable ennemi de l'agriculture selon les prêtres. Il est clair par ailleurs – le clergé en est très conscient – qu'il est impossible d'enrayer l'exode rural si une différence considérable sépare les niveaux de vie des campagnes et des villes. Supposer ainsi que « pour l'Église il n'était pas question d'approuver les exigences de la vie moderne et du confort dans une agriculture qu'elle savait de misère » (p. 30), c'est refuser au clergé le minimum de réalisme dans la poursuite de son programme social. Sans doute, être cultivateur demeure pour l'idéologie cléricale un « fait social total » et il n'est pas question d'encourager l'émergence d'une agriculture « spéculative » où la seule fin de l'investissement serait le profit. Mais ceci n'est aucunement incompatible avec une importante intégration au marché, que le « progrès » a rendue indispensable. L'agriculture « domestique » des terroirs périphériques ne résulte donc pas de l'action volontaire du clergé (qui aurait espéré y voir surgir une « agriculture attrayante et payante »), mais des conditions propres à développer une « pluriactivité » que le clergé combattait avec acharnement, mais dont il ne maîtrisait pas la dynamique. Le progrès, tel que vu par l'Église, doit certes être compris dans l'ensemble de sa pensée sociale dont les nombreuses allusions au « grand Mussolini, Rivera et Salazar » marquent les limites. Il n'en reste pas moins que l'attitude cléricale devant la modernité est loin d'être aussi globalement négative que le suggère ce livre.

La nature des nombreux conflits qui traversent alors le milieu rural et la profession agricole semble donc difficilement réductible à une « guerre de tranchée entre les fondateurs de l'agriculture marchande contre l'Église et l'agriculture traditionnelle » (p. 34), thèse de R.-M. MIGNER reprise par Morisset. Si les agriculteurs à temps plein — donc intégrés aux marchés d'une manière significative — sacrifieraient sans doute la colonisation au profit d'une aide plus active à la profession, le débat porte davantage sur la nature et les modalités de l'intervention de l'État dans un secteur dont l'Église entend contrôler l'évolution. Les « fondateurs de l'agriculture marchande », les Barré, les Ponton, les Létourneau, ne s'opposent d'ailleurs pas à la doctrine sociale catholique dont ils continueront à propager les thèses fondamentales. C'est leur « partisanerie » politique, trop ouvertement affichée, qui apparaît dangereuse pour l'avenir du corporatisme, ainsi que leur tendance à accepter par réalisme l'intervention directe de l'État dans un domaine aussi névralgique que le Crédit agricole. D'ailleurs, sur les modalités de cette intervention, même certains prélats, mus par un pareil réalisme, feront des compromis : M^{sr} Ross s'accommodera de la tutelle de l'État sur la très abhorrée Coopérative fédérée pour mettre sur pied son réseau de coopératives de pêcheurs.

En ce qui concerne l'avenir prévisible, Morisset essaie d'accréditer l'idée d'une « transformation lente et graduelle du rapport de production dominant sur les grosses fermes [...] une transformation inéluctable dans les conditions sociales actuelles » (p. 191) en rapport de production carrément capitaliste. Il invoque deux ordres d'arguments à l'appui de sa thèse : la présence croissante du travail salarié d'une part, la difficulté de transmettre le patrimoine agraire d'autre part. Le premier argument est loin d'être décisif : l'agriculture familiale a utilisé depuis toujours un volant de travail salarié (d'importance variable selon la conjoncture et les conditions générales de la production). Tant et aussi longtemps que la fonction principale de cette main-d'œuvre demeure l'utilisation optimale du travail de l'exploitant et de sa famille, sa présence ne signifie aucunement un glissement des rapports de production en direction du capitalisme. La source « licite » de la demande du travail salarié que l'auteur indique est celle des rythmes saisonniers. Mais il y en a bien d'autres : la plus importante pour l'analyse de l'agriculture actuelle vient de la nécessité, dans des conditions techniques données, d'une division minimale du travail sur la ferme afin d'augmenter la productivité du travail de l'exploitant lui-même. Il s'ensuit que les fluctuations du salariat (qui d'ailleurs n'ont rien de spectaculaire) s'avèrent un indicateur très imparfait en ce qui a trait aux mutations des rapports de production. Il faudrait démontrer qu'il serait attrayant et *possible*, pour un agriculteur, de procéder à une accumulation (sur un revenu de « subsistance » !) non pour faire valoir sa propre force de travail, mais pour retirer un profit du travail d'un groupe d'ouvriers. Mais les données fournies par l'auteur remettent même cette évolution en question.

Tout d'abord, le livre offre une image rassurante des prix agricoles issus de la mise en œuvre des plans conjoints et des assurances stabilisation : « *Sécurité et stabilité qui facilitent la concentration permettent à l'agriculteur de penser au travail salarié.* Tout son temps, celui des enfants, celui de sa conjointe, réputés comme non rémunérés sont, dans le prix assuré ou négocié et indexé, payés à un taux horaire. » (p. 173) Quatre pages plus loin, la situation est décrite en des teintes plus sombres : au cours des 25 dernières années, « l'inflation est venue souffler les prix des actifs agricoles et, en particulier, celui de la terre, à un rythme beaucoup plus rapide que ne croissaient les prix et les profits agricoles.

À ces actifs gonflés est venu s'ajouter le quota. Or, le revenu net de l'agriculture n'a pas suivi en proportion. » (p. 177) Morisset en déduit, à juste titre, les difficultés éprouvées par les agriculteurs dans la transmission de leur ferme. Tout se passe comme si les cultivateurs déjà établis parvenaient à maintenir leur revenu, tandis que l'entrée dans le secteur restait bloquée par l'écart croissant entre la valeur des actifs et celle de l'entreprise. Si l'auteur soulève ici un problème majeur auquel font face les exploitations actuelles, il demeure que cette situation n'est guère favorable à l'émergence des vocations capitalistes.

La solution de ce paradoxe passe peut-être par un changement de perspective. Si Morisset intègre dans son système explicatif une propriété spécifique de la ferme familiale, « la courbe d'offre inversée » dégagée par A.-K. Chayanov — une diminution des prix conduisant à l'augmentation de la production —, et montre comment l'organisation des marchés a permis de casser ses effets « pervers », il ne fait pas appel à une autre particularité de cette forme productive, la « rente absolue paysanne », constituant, selon Chayanov, le principal obstacle à la pénétration du capitalisme en agriculture. « L'inflation » dont parle Morisset semble s'expliquer, pour une large part, par ce mécanisme : l'évolution des conditions de production entraînant l'accroissement de la taille optimale de l'exploitation (relativement à l'utilisation du travail familial), les prix de la terre et des quotas dépassent la rente « normale » capitalisée. Dans leur concurrence pour protéger leur position dans le secteur agricole, les cultivateurs sont forcés à céder sur le marché des facteurs de production une partie substantielle du revenu additionnel que la rente normale aurait rendu possible ; à la limite, la rentabilité de l'entreprise, achetée à la valeur des actifs, deviendrait nulle. La rente absolue paysanne, faisant apparaître le revenu agricole comme l'écart entre les conditions historiques d'accumulation, engendre ainsi une pression formidable à l'augmentation de la productivité du travail. Dans cette perspective, l'apparition des associations familiales, plutôt que d'être l'« amorce [...] d'une séparation du capital [et] du travail même familial » (p. 178), semble s'expliquer comme une tentative spécifique de l'agriculture familiale pour surmonter les problèmes de transmission d'une entreprise qu'il n'est plus possible de vendre à la valeur des actifs.

La pénétration du capitalisme en agriculture n'est donc pas freinée uniquement par la présence, dans les unités familiales, du travail non rémunéré (mais non « gratuit » ! : il y a des cas où ce travail est plus onéreux pour l'exploitant que le travail salarié) et par son utilisation dans des conditions « submarginales ». À productivité de travail égale, cette présence a certes procuré à l'agriculture traditionnelle un avantage « absolu » (mais dont a bénéficié, à des degrés variables, toute autre forme de production marchande simple). Si l'auteur a raison de souligner que cet avantage est en train de s'estomper (à cause de changements profonds dans la structure de la famille rurale, dans les rôles et les rapports de force entre ses membres), il nous semble exagéré d'en déduire que les portes sont désormais largement ouvertes sur la transformation capitaliste des rapports de production.

Est-ce à dire que toute évolution vers le capitalisme est à jamais impossible ? Certes pas ! Deux voies classiques ne peuvent toujours pas être définitivement écartées. La première, conduisant à la « domination formelle du capital sur le travail », est peu probable dans le Québec actuel ; s'appuyant sur une déficience structurelle majeure de l'agriculture familiale (à savoir : les difficultés de l'accumulation sur le revenu de « subsistance »), le capital pourrait parvenir au contrôle des « conditions extérieures de la production ». Cette évolution, courante dans certains pays du Tiers-Monde, a été bloquée dans les pays occidentaux industrialisés par l'institution, sous l'égide de l'État, d'un

fonds d'investissement et d'établissement facilement accessible. Quant à la deuxième, il demeure toujours possible que de la « boîte noire » de l'innovation technologique agro-alimentaire surgisse une nouvelle organisation du travail où la productivité d'un travailleur collectif sous la houlette du capital vienne disqualifier la ferme familiale, consommant ainsi une véritable séparation du capital et du travail. Cette solution, instaurant la « domination réelle du capital sur le travail », s'est toutefois heurtée jusqu'à ce jour aux particularités du procès de travail agricole.

Oleg STANEK

*Groupe de recherche interdisciplinaire
en développement de l'Est-du-Québec,
Université du Québec à Rimouski.*

Martin HARRISSON, *Agriculture collective et développement régional*, Rimouski, UQAR/GRIDEQ, 1987, 279p. (Actes et instruments de la recherche en développement régional.)

Depuis le milieu des années 70, les expériences de gestion en propriété collective et, tout particulièrement les entreprises agricoles communautaires du Bas-Saint-Laurent, ont fait couler beaucoup d'encre. Rédigés par des praticiens — animateurs sociaux et gens du milieu — ou par des intellectuels en quête de nouveaux projets sociaux, les écrits habituels servaient surtout à appuyer un ensemble de pratiques encore marginales, aux prises même avec un grand nombre de difficultés. Martin Harrison fait au contraire le procès de ces expériences à partir de la description de deux cas qui ont connu un échec économique au début des années 80 : le projet des pommes de terre de semence du JAL et celui des Maraîchers de la Mitis. Il s'agit d'initiatives lancées au début des années 70 par des leaders locaux dans le but d'empêcher la fermeture tranquille des paroisses de l'arrière-pays. À l'origine, la création d'emplois dans le secteur agricole constituait le fer de lance de ces projets coopératifs.

L'auteur retrace l'évolution de ces expériences, de leur genèse à leur faillite, et présente une quantité impressionnante d'informations sur leur structure, leur fonctionnement, leur production, leur mise en marché, leur financement, etc. Tout au long de ses patientes descriptions, il fait ressortir les causes de l'échec : difficultés de gestion et déficience de l'apprentissage technique, lourdes charges financières, problèmes de mise en marché, conflits entre les responsables et les travailleurs au sein des équipes de travail, dépendance vis-à-vis des subventions étatiques.

L'apport principal de ce mémoire de maîtrise est de soutenir que l'échec économique de ces entreprises était presque inévitable, compte tenu de la forte concurrence exercée par les fermes ordinaires dans le secteur de la pomme de terre de semence. Selon Harrison, celles-ci profitent de coûts de production inférieurs à ceux des entreprises collectives grâce au travail non payé des membres de la famille. De plus, la petite ferme familiale cultive généralement la pomme de terre de semence en complémentarité avec d'autres types de production. Harrison en conclut que des entreprises dont l'objectif